

Unité départementale du Val-d'Oise
Préfecture du Val d'Oise
5 avenue Bernard Hirsch
CS 20105 - CEDEX
95010 Cergy-Pontoise

Cergy, le 08/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Storengy

LE HELLOY - LE BOIS D'ARNET - BP 1
95770 Saint-Clair-Sur-Epte

Références : UD95-2026-0150
Hélios : 63450
Code AIOT : 0006507291

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/03/2026 dans l'établissement Storengy implanté LE HELLOY - LE BOIS D'ARNET - BP 1 95770 Saint-Clair-sur-Epte. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Storengy
- LE HELLOY - LE BOIS D'ARNET - BP 1 95770 Saint-Clair-sur-Epte
- Code AIOT : 0006507291
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société STORENGY exploite des installations de stockage souterrain de gaz sur la commune de Saint-Clair-sur-Epte (en exploitation réduite) relevant du régime de l'autorisation et classées SEVESO seuil haut.

Thèmes de l'inspection :

- Règlement (UE) 2024/1787 du 13 juin 2024 concernant la réduction des émissions de méthane dans le secteur de l'énergie et modifiant le règlement « méthane ».

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Programme de détection et de réparation des fuites (LDAR)	Règlement européen du 13/06/2024, article 14-2	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
4	Programme de détection et de réparation des fuites (LDAR)	Règlement européen du 13/06/2024, article 14-11	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
5	Programme de détection et de réparation des fuites (LDAR)	Règlement européen du 13/06/2024, article 14-12a	Demande d'action corrective	6 mois
6	Programme de détection et de réparation des fuites (LDAR)	Règlement européen du 13/06/2024, article 14-12b	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Programme de détection et de réparation des fuites (LDAR)	Règlement européen du 13/06/2024, articles 14-2, 14-3	Sans objet
3	Programme de détection et de réparation des fuites (LDAR)	Règlement européen du 13/06/2024, articles 14-8 à 14-10	Sans objet
7	Programme de détection et de réparation des	Règlement européen du 13/06/2024, article 14-13	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	fuites (LDAR)		

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a modifié et continuera dans les prochains mois de modifier son organisation en termes de personnel, d'outils et de compétences pour la mise en œuvre des exigences du règlement UE n°2024/1787 du 13 juin 2024 (dit règlement « méthane »). La mise en œuvre de ce règlement implique un investissement notable de la part de l'exploitant (embauche d'agents et achat de matériel notamment).

Le site a bien mis en œuvre une première enquête LDAR de type 2 sur le linéaire aérien pour la recherche de fuites de gaz naturel avant la date du 5 août 2025. Pour le linéaire enterré, la première campagne n'a pas été réalisée dans les délais réglementaires, mais l'exploitant s'est mis en conformité depuis.

Les enquêtes sur le linéaire aérien ont permis d'identifier un certain nombre de fuites. L'exploitant a procédé à des réparations pour certaines (notamment directement dans le cadre de la campagne), d'autres doivent encore être réalisées. Les délais fixés par le règlement « méthane » pour la mise en œuvre des réparations des fuites ne sont pas toujours respectés. L'exploitant a récemment avancé des justifications pour les délais de mise en œuvre des réparations, en lien avec les items prévus par le règlement « méthane ». Les notifications n'ont toutefois pas encore été faites à l'autorité compétente (telle que définie par le règlement « méthane », soit en France la DGEC) et l'examen du bien-fondé des justifications n'a pas été réalisé par l'Inspection.

D'autres exigences du règlement « méthane » restent à décliner.

La bonne mise en œuvre des dispositions de l'article 14 du règlement « méthane » est attendue lors de la réalisation des prochaines enquêtes LDAR et sera vérifiée lors du prochain contrôle prévu sur ce thème (qui interviendra dans les 3 ans au maximum conformément à l'article 6 du règlement « méthane »).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Programme de détection et de réparation des fuites (LDAR)

Référence réglementaire : Règlement européen du 13/06/2024, article 14-1
Thème(s) : Risques chroniques, Existence du programme LDAR (Leak Detection And Repair)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>1. Au plus tard le 5 mai 2025 pour les sites existants et dans un délai de six mois à compter de la date de mise en service pour les nouveaux sites, les exploitants soumettent aux autorités compétentes un programme de détection et de réparation des fuites (ci-après dénommé «programme LDAR»). Le programme LDAR comprend une description détaillée des enquêtes et activités LDAR, assortie de calendriers spécifiques, à effectuer conformément au présent article, aux parties 1 et 2 de l'annexe I, et aux normes et aux prescriptions techniques pertinentes, selon le cas, établies en vertu de l'article 32.</p> <p>Si des modifications sont apportées au programme LDAR, les exploitants soumettent un programme LDAR actualisé aux autorités compétentes dans les plus brefs délais. Jusqu'à la date d'application des normes ou des prescriptions techniques établies en vertu de l'article 32, les exploitants suivent les pratiques les plus récentes du secteur et utilisent les meilleures technologies qui sont disponibles sur le marché pour réaliser les enquêtes LDAR. Les exploitants fournissent aux autorités compétentes et aux vérificateurs des informations sur les normes, y compris les normes</p>

internationales, ou les méthodes utilisées. Les autorités compétentes peuvent exiger de l'exploitant qu'il modifie le programme LDAR en tenant compte des exigences du présent règlement.

2. [...]

Après avoir effectué la première enquête LDAR de type 2, les exploitants effectuent des enquêtes LDAR de type 1 et de type 2 selon les fréquences suivantes :

- a) pour les composants en surface et souterrains, à l'exception des réseaux de distribution et de transport, conformément aux fréquences minimales prévues à la partie 1, point 1, de l'annexe I; b)
- b) pour les composants des réseaux de distribution et de transport, conformément aux fréquences minimales prévues à la partie 1, point 2, de l'annexe I;
- c) pour tous les composants offshore, conformément aux fréquences minimales prévues à la partie 1, point 3, de l'annexe I;
- d) pour tous les autres composants, conformément aux fréquences minimales prévues à la partie 1, point 4, de l'annexe I.

Annexe 1 Partie 1 :

Partie 1

Fréquence des enquêtes LDAR

1. Pour tous les composants en surface et souterrains, à l'exclusion des réseaux de distribution et de transport, les enquêtes LDAR sont effectuées à la fréquence minimale suivante : *(extrait du tableau)*

Type d'enquête LDAR	Type de composant	Fréquence
Enquête LDAR de type 1	Stockage souterrain	4 mois
Enquête LDAR de type 2	Stockage souterrain	8 mois
Enquête LDAR de type 1	Acier protégé	15 mois
Enquête LDAR de type 2	Acier protégé	30 mois

Constats :

L'exploitant présente une procédure nationale intitulée « Programme de détection et réparation des fuites de méthane (programme LDAR) des sites de stockages souterrains de gaz naturel de Storengy France » qui constitue le programme LDAR appelé par l'article 14-1 du règlement « méthane ». L'exploitant indique que ce programme a été transmis à l'autorité compétente (DGEC) à l'adresse générique dédiée.

→ **Storengy a bien établi un programme de détection et réparation des fuites de méthane qui comprend, notamment des enquêtes LDAR de type 1 et de type 2**

Dans ce programme, Storengy retient, pour le linéaire aérien, les fréquences d'enquête suivantes :

- enquête LDAR de type 1 : 4 mois,
- enquête LDAR de type 2 : 8 mois.

Ceci apparaît cohérent par rapport aux prescriptions de l'annexe I du règlement « méthane » du 13/06/2024 qui indique que ces fréquences s'appliquent « pour tous les composants en surface et souterrains ».

Pour le linéaire enterré, les fréquences d'enquête retenues sont les suivantes :

- enquête LDAR de type 1 : 15 mois,
- enquête LDAR de type 2 : 30 mois.

S'agissant des fréquences retenues pour le linéaire enterré, celles-ci sont cohérentes avec la seconde partie du tableau 1 de la Partie I de l'annexe I du règlement « méthane » du 13/06/2024 pour l'acier protégé. Les tuyauteries enterrées transportant du gaz naturel étant revêtues et sous protection cathodique elles peuvent être assimilées à un acier protégé. Cependant, contrairement à la première partie du tableau 1 de la Partie I de l'annexe I, les stockages souterrains ne sont pas clairement visés.

Observation n°25032026_1 : L'exploitant justifiera que les fréquences d'inspection à considérer pour les composants enterrés d'un stockage souterrain de gaz sont celles reportées dans la seconde partie du tableau 1 de la Partie I de l'annexe I du règlement « méthane », ou celles relatives au composant « Stockage souterrain » de la première partie du tableau précité.

Type de suites proposées : Avec suite

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Programme de détection et de réparation des fuites (LDAR)

Référence réglementaire : Règlement européen du 13/06/2024, articles 14-2, 14-3

Thème(s) : Risques chroniques, Mise en œuvre 1ère enquête LDAR de type 2 (recherche de petite fuite)

Prescription contrôlée :

2. Les exploitants lancent la première enquête LDAR de type 2 portant sur tous les composants relevant de leur responsabilité conformément au programme LDAR dès que possible à compter du 4 août 2024. En tout état de cause, les exploitants effectuent la première enquête LDAR de type 2 au plus tard le 5 août 2025 pour les sites existants. Sans préjudice des fréquences établies à la partie 1 de l'annexe I, toute enquête LDAR de type 2 effectuée entre le 3 août 2022 et le 4 août 2024 peut être considérée par les exploitants comme la première enquête LDAR de type 2.

[...]

Après avoir effectué la première enquête LDAR de type 2, les exploitants effectuent des enquêtes LDAR de type 1 et de type 2 selon les fréquences suivantes :

a) pour les composants en surface et souterrains, à l'exception des réseaux de distribution et de transport, conformément aux fréquences minimales prévues à la partie 1, point 1, de l'annexe I;

[...]

3. Sans préjudice de l'obligation d'effectuer des enquêtes LDAR de type 2 conformément au présent article, lorsqu'une enquête LDAR de type 1 est requise, les exploitants peuvent choisir d'effectuer une enquête LDAR de type 2 au lieu d'une enquête LDAR de type 1.

Constats :

L'exploitant présente le rapport de contrôle de la 1^{ère} enquête LDAR de type 2 sur le linéaire aérien réalisée du 01/10/2024 au 29/10/2024. Par ailleurs, l'exploitant indique avoir réalisé, par le passé, des campagnes de recherche de fuite pour le tracé aérien (en 2018, 2020 et 2022). L'exploitant précise que le périmètre de l'enquête sur les plateformes puits comprend uniquement les parties aériennes des têtes de puits d'exploitation et des puits de contrôle susceptibles de passer en gaz. S'agissant des autres tuyauteries sur les plateformes puits (en aval de la tête de puits), celles-ci ne sont pas

concernées car elles sont hors gaz naturel du fait de la mise en exploitation réduite du site. **Le périmètre de cette campagne sur le tracé aérien apparaît cohérent avec l'état du site.** Sur la campagne de 2024, le seuil d'identification des fuites est à 10 ppmv et le seuil de réparation à 500 ppmv (**valeur cohérente avec le règlement « méthane » pour les enquêtes LDAR de type 2**, cf fiche n°3). La détection des fuites a été réalisée au moyen d'un analyseur FID (détection par ionisation de flamme) et, pour les zones difficilement accessibles, avec une caméra OGI (détection de gaz par imagerie optique sur les infrarouges). S'agissant de la quantification des fuites, les mesures de concentration (pour les fuites détectées supérieures à 10 ppm) sont réalisées par analyseur FID avec application de facteurs de corrélation de la norme NF EN 15446. Pour les mesures faites par caméra OGI, des facteurs de corrélations spécifiques sont utilisés pour quantifier les fuites. Enfin, pour les fuites accessibles les plus importantes (> 100 000 ppmv), le débit de fuite est mesuré in-situ par « bagging » ou I flow-sampler ¹.

L'exploitant présente le rapport de contrôle de la 1^{ère} enquête de type 2 réalisée sur le linéaire enterré effectuée le 17/12/2025. Le programme LDAR de l'exploitant précise que le périmètre du contrôle est restreint aux tuyauteries enterrées encore en gaz naturel situées sur la station-centrale. En effet, les tuyauteries enterrées cheminant sur le domaine public ont été mises en sécurité, sous azote, dans le cadre de l'exploitation réduite du site. **Le périmètre de contrôle de cette campagne apparaît donc cohérent.** Les mesures ont été réalisées à l'aide d'un laser méthane installé sur une canne, le seuil d'identification des fuites estimé est à 10 ppmv. L'exploitant précise que pour ces investigations il ne s'attend pas à trouver de fuites sur la partie enterrée, un important travail d'intégrité des équipements étant mis en œuvre. En cas de détection, l'exploitant indique que dans un premier temps, il serait nécessaire de confirmer que le gaz identifié est bien du gaz naturel par analyse de l'éthane. Puis, dans un second temps, le cas échéant, une mesure précise de la concentration à l'aide d'une technique plus précise (« renifleur ») serait effectuée.

→ **L'exploitant a bien réalisé pour le linéaire aérien une première enquête LDAR de type 2 avant la date échéance du 05/08/2025. Pour le linéaire enterré la première campagne n'a pas été réalisée avant l'échéance du 05/08/2025, mais l'exploitant a régularisé sa situation depuis.**

Le « programme de détection et réparation des fuites de méthane (programme LDAR) des sites de stockages souterrains de gaz naturel de Storengy France » comprend un calendrier de programmation des prochaines campagnes LDAR de type 1 et 2 pour le linéaire aérien sur les différents stockages souterrains de gaz en France pour les années 2025 à 2027.

S'agissant de Saint-Clair-sur-Epte, la planification est la suivante pour les prochaines campagnes :

- période 05/08/2025 au 05/12/2025 : enquête LDAR de type 1, → L'exploitant a transmis un rapport de campagne LDAR de type 1 daté du 07/11/2025.
- période 05/12/2025 au 05/04/2026 : enquête LDAR de type 2 → L'exploitant indique que cette campagne est programmée en avril 2026.
- période 05/04/2026 au 05/08/2026 : enquête LDAR de type 1,
- période 05/08/2026 au 05/12/2026 : enquête LDAR de type 2.

Enfin, la planification retenue dans le programme pour le linéaire enterré est une enquête LDAR de type 1 au second semestre 2026 (à faire 15 mois environ après l'enquête de type 2).

→ **La périodicité des enquêtes LDAR apparaît cohérente avec la fréquence imposée par le règlement et celle-ci apparaît respectée.**

¹ Méthodes de mesure in-situ permettant de quantifier une fuite par confinement de celle-ci et application d'un mode opératoire de mesure normé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Programme de détection et de réparation des fuites (LDAR)

Référence réglementaire : Règlement européen du 13/06/2024, articles 14-8 à 14-10
Thème(s) : Risques chroniques, Traitement 1ere enquête LDAR de type 2 (si réalisée)
Prescription contrôlée : <p>8. Les exploitants réparent ou remplacent tous les composants sur lesquels une émission de méthane est constatée à des niveaux égaux ou supérieurs aux niveaux ci-après, à la température et la pression standard et à l'aide de dispositifs de détection, conformément aux spécifications du fabricant pour l'exploitation et la maintenance:</p> <p>a) pour les enquêtes LDAR de type 1: 7 000 parties par million en volume de méthane ou 17 grammes par heure de méthane;</p> <p>b) pour les enquêtes LDAR de type 2:</p> <p>i) 500 parties par million en volume de méthane ou 1 gramme par heure de méthane pour les composants en surface et les composants offshore au-dessus du niveau de la mer;</p> <p>ii) 1 000 parties par million en volume de méthane ou 5 grammes par heure de méthane pour la deuxième étape de l'enquête LDAR sur les composants souterrains;</p> <p>9. La réparation ou le remplacement des composants visés au paragraphe 8 a lieu immédiatement après la détection. Si la réparation ne peut être effectuée immédiatement après la détection, elle fait l'objet d'une nouvelle tentative dès que possible et au plus tard cinq jours après la détection, et est achevée dans les 30 jours suivant la détection.</p> <p>Lorsqu'un exploitant peut démontrer que la réparation ou le remplacement ne serait pas fructueux ou possible dans un délai de cinq jours pour une première tentative, ou lorsque l'exploitant prévoit qu'une réparation complète ne serait pas possible dans un délai de 30 jours pour des raisons de sécurité, administratives ou techniques, l'exploitant le notifie aux autorités compétentes et leur en fournit la preuve, ainsi que les calendriers de réparation et de surveillance contenant au moins les éléments visés à l'annexe II, au plus tard 12 jours à compter de la date de la détection.</p> <p>Ces calendriers de réparation et de surveillance comprennent tous les éléments de preuve nécessaires pour justifier tout retard. Ils garantissent que les incidences sur l'environnement sont réduites au minimum, tout en respectant les aspects de sécurité, administratifs et techniques pertinents. Les autorités compétentes peuvent exiger de l'exploitant qu'il modifie les calendriers de réparation et de surveillance en tenant compte des exigences du présent règlement. En tout état de cause, la réparation ou le remplacement est effectué dans les meilleurs délais.</p> <p>Les exploitants accordent la priorité à la réparation des fuites plus importantes.</p> <p>Les réparations ou les remplacements visés au présent paragraphe utilisent les meilleures technologies qui sont disponibles sur le marché et qui offrent une protection à long terme contre les fuites futures.</p> <p>Les réparations ou les remplacements visés au présent paragraphe utilisent les meilleures technologies qui sont disponibles sur le marché et qui offrent une protection à long terme contre les fuites futures.</p> <p>Les aspects de sécurité, administratifs et techniques visés au présent paragraphe se limitent aux éléments suivants:</p> <p>a) la sécurité du personnel et des autres personnes se trouvant à proximité de la fuite détectée;</p> <p>b) tout effet négatif éventuel sur l'environnement, si l'exploitant peut démontrer que cet effet</p>

l'emporterait sur les avantages environnementaux, par exemple lorsque la réparation pourrait entraîner un niveau global d'émissions de méthane plus élevé qu'en l'absence de réparation;

- c) l'accessibilité d'un composant, y compris la maintenance programmée, les obligations liées au processus d'autorisation ou l'autorisation administrative nécessaire;
- d) l'indisponibilité des pièces de rechange nécessaires à la réparation du composant ou de composants de rechange; et
- e) une détérioration significative de la situation de l'approvisionnement en gaz susceptible de conduire à un niveau de crise tel qu'il est visé à l'article 11, paragraphe 1, du règlement (UE) 2017/1938 du Parlement européen et du Conseil (25).

Constats :

Résultats campagnes LDAR linéaire aérien :

Le rapport de contrôle de la première enquête LDAR de type 2 pour le linéaire aérien (voir point de contrôle précédent) fait état de 316 sources de méthane en 2024 (fuites supérieures à 10 ppmv), dont 109 d'une concentration supérieure au seuil de réparation (500 ppm). 23 d'entre elles ont fait l'objet d'une réparation immédiate. Le débit de fuite total estimé est d'environ 14 t/an après réparation. 20 fuites non réparées présentent une teneur supérieure à 100 000 ppmv. 16 fuites accessibles parmi celles-ci ont fait l'objet d'une mesure in-situ par « bagging ». A cela s'ajoutent également quelques anciennes fuites non contrôlables durant la campagne LDAR de type 2 de 2024 portant le nombre de fuites connues après réparation à 112. La section la plus émettrice de gaz naturel est l'interconnexion (responsable d'environ 47 % du débit de fuite).

Le rapport de contrôle de la campagne LDAR de type 1 menée du 21/10/2025 au 27/10/2025 a permis d'identifier 54 fuites supérieures au seuil de réparation (7000 ppm), dont une a fait l'objet d'une réparation immédiate. Le débit de fuite annuel estimé au moment de la campagne s'élève à environ 27 t/an. A noter : il n'y a pas de mesure in-situ effectuée pour les plus grosses fuites, les facteurs de corrélation sont utilisés pour estimer le débit de fuite de celles-ci (au lieu de réaliser une mesure in-situ par bagging ou I-flow sampler). Ceci a pour conséquence une probable surestimation du débit de fuite. La section la plus émettrice de gaz naturel est la compression (responsable d'environ 60 % du débit de fuite).

Résultats campagne 1^{ère} LDAR type 2 linéaire enterré :

Le rapport de contrôle de la première enquête LDAR de type 2 pour le linéaire enterré (voir point de contrôle précédent) n'a relevé la présence d'aucune fuite sur l'ensemble du périmètre étudié.

Suivi des fuites et cohérence avec les rapports de contrôle

L'exploitant présente son outil de suivi des fuites (tableur excel). Celui-ci sera remplacé à partir d'avril 2026 par un nouvel outil déployé à l'échelle nationale permettant de mieux répondre aux dispositions du règlement méthane. Par ailleurs, les fuites sont identifiées sur le site via des pastilles numérotées avec le même numéro que celles apparaissant dans les rapports de contrôle et l'outil de suivi des fuites.

Sur les résultats de la campagne LDAR de type 2 de 2024, les inspecteurs constatent une cohérence entre le nombre de fuites >100 000 ppm et >500 ppm reportées dans la base de données et celles indiquées dans le rapport de contrôle (en tenant compte des réparations effectuées directement lors de la campagne).

Parmi les 20 fuites >100 000 ppm (après réparation) de la campagne 2024 :

- 5 fuites ont été réparées,
- 5 fuites ont des réparations planifiées,

- 2 fuites ont des réparations à planifier,
- 8 fuites sont à étudier.

Les inspecteurs constatent qu'une colonne permet de préciser les travaux à effectuer ou des éléments de contexte pour chacune de ces fuites et des justifications sont apportées pour les délais de mise en œuvre en fonction des différents items du règlement méthane (article 14-9 puces a à e).

Les inspecteurs consultent par sondage deux fuites réparées >100 000 ppm et une fuite non réparée >100 000 ppm de la campagne de 2024 et examinent la cohérence avec les relevés en gaz mesurés sur le terrain via un « renifleur » lors de la visite :

- fuite réparée n°40 à la compression n°2 au niveau d'une bride, réparation effectuée le 11/03/2026 → pas d'indice de gaz relevé sur l'installation confirmant l'efficacité du traitement apporté.
- fuite réparée n°166 à la compression n°1 sous aéroréfrigérant, réparation effectuée le 31/12/2025 → pas d'indice de gaz relevé sur l'installation confirmant l'efficacité du traitement apporté.
- fuite non réparée n°5 à l'interconnexion au niveau du diaphragme de l'ancien compteur gaz → les relevés effectués confirment la présence de cette source active avec des valeurs de 20% de gaz dans le coffret qui abrite l'endroit de la fuite.

Enfin, l'Inspection constate que l'outil permet d'estimer le débit de fuite présent, en tenant compte des réparations déjà effectuées et permet donc, en théorie, une priorisation de la mise en œuvre des réparations sur les fuites présentant les plus gros débits de fuite.

→ **L'Inspection constate que l'exploitant possède un outil (qui sera prochainement remplacé), permettant un suivi des fuites identifiées dans le cadre des campagnes LDAR. Il est constaté (par sondage) une cohérence entre les informations retranscrites dans cet outil de suivi, les rapports de contrôle et l'état sur le terrain. En revanche, les délais de mise en œuvre des réparations ne sont globalement pas respectés, mais il n'a pas été examiné la cohérence/bien-fondé des justifications apportées par l'exploitant en lien avec les reports permis par le règlement « méthane ».**

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Programme de détection et de réparation des fuites (LDAR)

Référence réglementaire : Règlement européen du 13/06/2024, article 14-11

Thème(s) : Risques chroniques, Registre de suivi décisions pour délais des réparations

Prescription contrôlée :

11. Les exploitants établissent sans tarder, tiennent à jour et mettent pleinement à la disposition des autorités compétentes un registre de toutes les décisions de retarder une réparation en vertu du présent article, y compris tous les éléments de preuve nécessaires justifiant chaque décision et les calendriers de réparation et de surveillance correspondants.

Précisions de l'annexe II du règlement :

Calendrier de réparation

Le calendrier de réparation comporte au moins les éléments suivants:

1) l'inventaire et l'identification de tous les composants qui ont été contrôlés;

2) les résultats de l'inspection établissant si une perte de méthane a été détectée et, dans l'affirmative, l'ampleur de la perte;

3) en ce qui concerne les composants dont il a été constaté, dans le cadre d'une enquête LDAR, que

les émissions atteignent ou dépassent les seuils fixés à l'article 14, paragraphe 8, une indication quant à savoir si une réparation ou un remplacement a été ou non effectué au cours de l'enquête LDAR et, dans la négative, la raison de l'absence de réparation ou de remplacement, compte tenu des éléments pouvant justifier un retard de réparation ou de remplacement visés à l'article 14, paragraphe 9; et le calendrier de réparation indiquant la date de réparation ou de remplacement;

4) en ce qui concerne les composants dont il a été constaté, lors d'une précédente enquête LDAR, que les émissions étaient inférieures aux seuils fixés à l'article 14, paragraphe 8, mais que ces émissions atteignaient ou dépassaient ces seuils au cours de la surveillance mise en place après l'enquête LDAR, afin de vérifier si l'ampleur de la perte de méthane a évolué, une indication quant à savoir si la réparation ou le remplacement a été ou non effectué immédiatement et, dans la négative, la raison de l'absence de réparation ou de remplacement, compte tenu des éléments pouvant justifier un retard de réparation ou de remplacement visés à l'article 14, paragraphe 9, et le calendrier de réparation indiquant la date de réparation ou de remplacement.

Constats :

Comme précisé dans le point de contrôle précédent, dans l'outil de suivi des fuites des justifications sont apportées pour chaque fuite à réparer lorsque les correctifs n'ont pas pu être apportés dans les délais. L'exploitant précise qu'un agent externe est dédié à cette tâche pour l'ensemble des sites de la plaque d'Île-de-France.

L'exploitant précise qu'une des raisons récurrentes de délai dans la mise en œuvre des correctifs pour le site de Saint-Clair-sur-Epte est la nécessité de mettre hors gaz certaines installations/tuyauteries impliquant une indisponibilité des équipements associés pendant une durée suffisante pour mettre en œuvre les correctifs. A titre d'exemple une indisponibilité d'environ 3 semaines pour l'interconnexion est nécessaire pour traiter certaines fuites sur cette partie de l'installation. Une demande dans ce sens a été adressée au transporteur de gaz, il n'est toutefois pas sûr que celle-ci soit validée, pour des raisons de continuité d'approvisionnement notamment.

En revanche, l'exploitant n'a pas transmis les justificatifs de report de la mise en œuvre de réparations à l'autorité compétente. Cependant, l'exploitant a montré en séance un exemple de justificatif (calendrier des réparations) qu'il prévoit de transmettre à la DGEC.

→ **Non-conformité n°25032026_1 : L'exploitant n'a pas notifié à l'autorité compétente et apporté les justificatifs associés au plus tard 12 jours après la détection de la fuite, pour les délais de mise en œuvre des réparations lorsqu'il prévoit qu'un correctif ne pourra pas être apporté dans les délais impartis.**

L'exploitant devra décliner cette exigence du règlement « méthane », en lien avec l'autorité compétente pour les prochaines campagnes LDAR.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Programme de détection et de réparation des fuites (LDAR)

Référence réglementaire : Règlement européen du 13/06/2024, article 14-12a

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des fuites post-réparation

Prescription contrôlée :

<p>12. Nonobstant le paragraphe 2, les exploitants contrôlent les composants sur lesquels ont été constatées des émissions de méthane :</p> <p>a) à des niveaux égaux ou supérieurs aux seuils énoncés au paragraphe 8 à la température et la pression standard au cours d'une enquête LDAR précédente, immédiatement après la réparation effectuée en vertu du paragraphe 9, et au plus tard 45 jours après celle-ci, afin d'assurer le succès de la réparation ;</p> <p>Lorsqu'un risque plus élevé pour la sécurité ou un risque plus élevé de fuites de méthane est constaté, les autorités compétentes peuvent recommander que les enquêtes LDAR sur les composants concernés soient plus fréquentes.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique qu'actuellement les fuites réparées sont contrôlées dans le cadre de la campagne LDAR suivante.</p> <p>→ Non-conformité n°25032026_2 : L'exploitant n'a pas défini une organisation permettant de contrôler les fuites réparées dans un délai de 45 jours après leur traitement afin de confirmer l'efficacité du correctif apporté.</p> <p>L'exploitant devra décliner cette exigence du règlement « méthane » pour les prochaines réparations.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Programme de détection et de réparation des fuites (LDAR)

Référence réglementaire : Règlement européen du 13/06/2024, article 14-12b
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des fuites sous les seuils de réparation du 14-8
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>12. Nonobstant le paragraphe 2, les exploitants contrôlent les composants sur lesquels ont été constatées des émissions de méthane :</p> <p>b) à des niveaux inférieurs aux seuils énoncés au paragraphe 8 à la température et la pression standard, au plus tard trois mois à compter de la date à laquelle les émissions ont été détectées, afin de vérifier au moins une fois si l'ampleur de la perte de méthane a évolué et si une réparation est nécessaire.</p> <p>Lorsqu'un risque plus élevé pour la sécurité ou un risque plus élevé de fuites de méthane est constaté, les autorités compétentes peuvent recommander que les enquêtes LDAR sur les composants concernés soient plus fréquentes.</p>
<p>Constats :</p> <p>S'agissant de la surveillance des fuites sous le seuil de réparation (500 ppm pour l'enquête de 2024), Storengy indique ne pas avoir réalisé de nouveau contrôle de celles identifiées dans le cadre de la campagne de 2024 et n'a pas encore défini les modalités de mise en œuvre de ce contrôle dans son « programme de détection et réparation des fuites de méthane (programme LDAR) des sites de</p>

stockages souterrains de gaz naturel de Storengy France ».

Storengy indique être en attente d'un référentiel normatif pour déterminer le niveau de détection attendu pour la mise en œuvre de cette exigence.

Non-conformité n°25032026_3 : l'exploitant n'a pas mis en œuvre les exigences en matière de surveillance des fuites sous le seuil de réparation prévues à l'article 14-12b) du règlement « méthane ».

Les contrôles des fuites sous le seuil de réparation devront être mis en œuvre pour les prochaines campagnes LDAR.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Programme de détection et de réparation des fuites (LDAR)

Référence réglementaire : Règlement européen du 13/06/2024, article 14-13

Thème(s) : Risques chroniques, Enregistrement fuites

Prescription contrôlée :

13. Sans préjudice des obligations en matière d'établissement de rapports prévues au paragraphe 14, les exploitants enregistrent toutes les fuites identifiées, quelle que soit leur taille, et les soumettent régulièrement à un contrôle et font en sorte qu'elles soient réparées conformément au paragraphe 9.

Les exploitants conservent l'enregistrement pendant au moins dix ans et fournissent ces informations aux autorités compétentes sur demande.

Constats :

L'exploitant indique que le registre de suivi des fuites est régulièrement consulté par l'exploitant d'une part et par la personne référente au sein des services support d'autre part. Des échanges réguliers ont lieu concernant le suivi des fuites et la mise en œuvre des réparations entre ces deux entités de Storengy.

Type de suites proposées : Sans suite